

28 juin 2021

(21-5166)

Page: 1/5

Original: anglais

## CHINE – MESURES ANTIDUMPING ET COMPENSATOIRES VISANT LE VIN EN PROVENANCE D'AUSTRALIE

### DEMANDE DE CONSULTATIONS PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE

La communication ci-après, datée du 22 juin 2021 et adressée par la délégation de l'Australie à la délégation de la Chine, est distribuée à l'Organe de règlement des différends conformément à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

---

Les autorités de mon pays m'ont chargé de demander l'ouverture de consultations avec le gouvernement de la République populaire de Chine ("Chine") conformément aux **articles 1<sup>er</sup> et 4** du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord"), à l'**article XXII:1** de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT de 1994"), à l'**article 17.2 et 17.3** de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("Accord antidumping") et à l'**article 30** de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("Accord SMC") au sujet des mesures antidumping et compensatoires visant le vin en bouteille d'une contenance n'excédant pas 2 litres importé d'Australie, telles qu'elles sont énoncées dans les avis suivants du Ministère du commerce de la République populaire de Chine ("MOFCOM"):

- Avis n° 59 de 2020 (27 novembre 2020);
- Avis n° 58 de 2020 (10 décembre 2020);
- Avis n° 6 de 2021 (26 mars 2021); et
- Avis n° 7 de 2021 (26 mars 2021),

y compris toutes leurs annexes et toutes leurs modifications, ainsi que l'ouverture et la conduite des enquêtes ayant mené à la publication de ces avis.

Il apparaît que les mesures de la Chine sont incompatibles avec ses obligations, y compris celles qui découlent des dispositions du GATT de 1994, de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC. En particulier, il apparaît que les mesures antidumping et compensatoires de la Chine visant le vin en provenance d'Australie sont incompatibles avec les obligations de la Chine découlant, entre autres, des dispositions ci-après du GATT de 1994, de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC:

### **Interprétation et application des expressions "produit similaire", "produit considéré" et "branche de production nationale"**

- i. Les articles 2.1, 2.6, 3.1 et 5.2 i) et iv) de l'Accord antidumping et les articles 11.2 i) et iv), 15.1 et la note de bas de page 46 de l'Accord SMC parce que, entre autres choses, la Chine a défini d'une manière incorrecte les expressions "produit considéré" et "produit similaire", y compris, notamment, en ne tenant pas compte des différentes qualités de vin et de la différenciation des produits sur le marché du vin.

- ii. L'article 4.1 de l'Accord antidumping et l'article 16.1 de l'Accord SMC parce que, entre autres choses, la Chine a fait erreur dans son interprétation et son application de la définition de la "branche de production nationale".

### **Ouverture des enquêtes**

- iii. L'article 5.1, 5.2 et 5.4 de l'Accord antidumping et l'article 11.1, 11.2 et 11.4 de l'Accord SMC parce que, entre autres choses, la Chine a indûment ouvert des enquêtes en se fondant sur des demandes qui n'avaient pas été présentées "par la branche de production nationale ou en son nom" et parce que, entre autres choses, la Chine n'a pas déterminé, en se fondant sur un examen du degré de soutien ou d'opposition à la demande exprimé par les producteurs nationaux du produit similaire, que la demande avait été présentée "par la branche de production nationale ou en son nom", et parce que, entre autres choses, la Chine n'a pas déterminé correctement le volume de production des produits similaires.
- iv. L'article 5.2, 5.3 et 5.8 de l'Accord antidumping et l'article 11.2, 11.3 et 11.9 de l'Accord SMC parce que, entre autres choses, la Chine a ouvert des enquêtes sans éléments de preuve suffisants, n'a pas considéré ou examiné l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande, et elle n'a pas rejeté la demande ni clos l'enquête dans les moindres délais étant donné l'absence d'éléments de preuve suffisants.

### **Conduite des enquêtes**

- v. L'article 6.1, 6.1.1, 6.1.2, 6.1.3 et 6.2 de l'Accord antidumping et l'article 12.1, 12.1.1, 12.1.2, 12.1.3 et 12.2 de l'Accord SMC parce que, entre autres choses, la Chine n'a pas ménagé à toutes les parties intéressées et à tous les Membres intéressés d'amples possibilités de présenter tous les renseignements et éléments de preuve pertinents, n'a pas fait en sorte que le texte intégral de la demande présentée par écrit soit mis à la disposition des exportateurs connus dans les moindres délais, et elle n'a pas dûment pris en considération les demandes de prorogation ni accordé les dérogations pour lesquelles il y avait eu un exposé des raisons montrant qu'il était réalisable de les accorder.
- vi. L'article 6.2 de l'Accord antidumping parce que, entre autres choses, la Chine n'a pas ménagé à toutes les parties intéressées toutes possibilités de défendre leurs intérêts.
- vii. L'article 6.4 de l'Accord antidumping et l'article 12.3 de l'Accord SMC parce que, entre autres choses, la Chine n'a pas ménagé en temps utile à toutes les parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la présentation de leurs dossiers, ainsi que de préparer leur argumentation sur la base de ces renseignements, alors qu'il était réalisable de le faire.
- viii. L'article 6.4 et 6.5.1 de l'Accord antidumping et l'article 12.3 et 12.4.1 de l'Accord SMC, parce que, entre autres choses, la Chine n'a pas fourni, ou n'a pas exigé du requérant et des parties intéressées qu'ils fournissent, des résumés non confidentiels adéquats des renseignements dont il était allégué qu'ils étaient confidentiels.
- ix. L'article 6.6 de l'Accord antidumping et l'article 12.5 de l'Accord SMC parce que la Chine ne s'est pas assurée au cours de l'enquête de l'exactitude des renseignements fournis par les parties intéressées, y compris, entre autres choses, de l'exactitude du prix intérieur du vin, et de l'exactitude des statistiques relatives à divers indicateurs économiques concernant la situation de la branche chinoise de production de vin.
- x. L'article 6.9 de l'Accord antidumping et l'article 12.8 de l'Accord SMC parce que, entre autres choses, la Chine n'a pas divulgué aux parties intéressées les faits essentiels examinés qui constituaient le fondement des déterminations et qu'elle ne l'a pas fait suffisamment tôt pour que les parties puissent défendre leurs intérêts.

**Utilisation des données de fait disponibles**

- xi. L'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping et l'article 12.7 de l'Accord SMC parce que, entre autres choses, la Chine a indûment fondé ses déterminations sur les données de fait disponibles et parce que, entre autres choses, elle:
  - a. n'a pas pris en compte des renseignements qui étaient vérifiables, qui avaient été présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues, qui avaient été communiqués en temps utile et, le cas échéant, qui avaient été communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandés par la Chine;
  - b. a indûment et sans justification adéquate ignoré des renseignements fournis par les parties intéressées agissant au mieux de leurs possibilités;
  - c. n'a pas informé immédiatement les parties qui les avaient communiqués des raisons du rejet des éléments de preuve ou des renseignements ni ne leur a donné la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable;
  - d. n'a pas indiqué les raisons du rejet de ces renseignements dans sa détermination publiée; et
  - e. n'a pas fait preuve d'une circonspection particulière en formulant ses constatations.
- xii. L'article 6.13 de l'Accord antidumping et l'article 12.11 de l'Accord SMC parce que, entre autres choses, la Chine n'a pas dûment tenu compte des difficultés que pouvaient avoir les parties intéressées à communiquer les renseignements demandés et ne leur a pas accordé toute l'aide possible.

**Imposition de mesures provisoires**

- xiii. L'article 7.1 de l'Accord antidumping et l'article 17.1 de l'Accord SMC parce que, entre autres choses, la Chine a imposé des mesures provisoires sans qu'une enquête ait été dûment ouverte conformément aux dispositions de l'article 5 de l'Accord antidumping et de l'article 11 de l'Accord SMC, respectivement.
- xiv. L'article 7.5 de l'Accord antidumping et l'article 17.5 de l'Accord SMC parce que, entre autres choses, la Chine a imposé des mesures provisoires sans respecter les dispositions pertinentes de l'article 9 de l'Accord antidumping et de l'article 19 de l'Accord SMC, respectivement.
- xv. L'article VI:5 du GATT de 1994, parce que, entre autres choses, la Chine a imposé à la fois des droits antidumping provisoires et des droits compensateurs provisoires afin de compenser la même situation de dumping et de subventionnement à l'exportation allégués.

**Détermination de l'existence d'un dumping**

- xvi. L'article 2.1 de l'Accord antidumping parce que la Chine n'a pas déterminé l'existence d'un dumping tel qu'il est défini dans cet article.
- xvii. L'article 2.2, 2.2.1, 2.2.1.1 et 2.2.2 de l'Accord antidumping parce que, entre autres choses, la Chine i) a indûment et sans justification appropriée ignoré les ventes du produit similaire sur le marché intérieur australien en déterminant la valeur normale, y compris, entre autres choses, parce que la Chine n'a pas établi que soit aucune vente du produit similaire n'avait eu lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur australien, soit que, du fait de la situation particulière du marché ou du faible volume des ventes sur le marché intérieur du pays exportateur, de telles ventes ne permettaient pas une comparaison valable; et parce que la Chine n'a pas divulgué la

méthodologie qu'elle avait utilisée pour déterminer la valeur normale; ii) n'a pas fondé son calcul des frais sur les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête; et iii) n'a pas fondé les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices, sur des données réelles ou une autre méthode raisonnable.

- xviii. L'article 2.3 de l'Accord antidumping parce que, entre autres choses, la Chine n'a pas déterminé le prix à l'exportation sur une base raisonnable, et parce qu'elle n'a pas divulgué la méthodologie qu'elle avait utilisée pour calculer le prix à l'exportation.
- xix. L'article 2.4 de l'Accord antidumping parce que, entre autres choses, la Chine n'a pas procédé à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale, y compris en n'effectuant pas des ajustements pour tenir compte de facteurs affectant la comparabilité des prix, et en n'indiquant pas quels renseignements étaient nécessaires pour assurer une comparaison équitable, et parce qu'elle n'a pas divulgué la méthodologie qu'elle avait utilisée pour déterminer à la fois le prix à l'exportation et la valeur normale.
- xx. L'article 2.4.2 de l'Accord antidumping parce que, entre autres choses, la Chine n'a pas établi la marge de dumping sur la base d'une comparaison de toutes les transactions à l'exportation comparables.
- xxi. L'article 6.10 de l'Accord antidumping parce que, entre autres choses, la Chine n'a pas déterminé de marges de dumping individuelles pour chaque exportateur connu ou producteur concerné de vin visé par l'enquête, et parce que, entre autres choses, la Chine s'est appuyée sur l'utilisation d'échantillons qui n'étaient pas valables d'après les renseignements dont les autorités disposaient à l'époque, et a découragé les réponses volontaires au questionnaire.

#### **Détermination en matière de droits compensateurs**

- xxii. Les articles 1.1, 1.2, 2.1, 2.2 et 2.4 de l'Accord SMC parce que, entre autres choses, la Chine a indûment établi, en ce qui concerne divers programmes, l'existence d'une subvention, telle qu'elle est définie au paragraphe 1 de l'article premier de l'Accord SMC, y compris en déterminant indûment que les fonds alloués en ce qui concerne ces programmes constituaient une "contribution financière" conférant un "avantage" aux producteurs de vin australiens; et que la Chine a indûment déterminé que les subventions alléguées étaient "spécifiques" à "certaines entreprises" établies à l'intérieur de l'Australie; et parce qu'elle n'a pas divulgué la méthodologie qu'elle avait utilisée pour calculer le taux de subventionnement.

#### **Détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité**

- xxiii. L'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping et l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC, parce que, entre autres choses, au sujet de la question du dommage allégué, la détermination de la Chine n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs et un examen objectif, y compris en ce qui concerne: i) le volume des importations faisant l'objet d'un dumping et des importations subventionnées, y compris la question de savoir s'il y avait eu augmentation notable de ces importations; ii) l'effet de ces importations sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, y compris la question de savoir s'il y avait eu, dans une mesure notable, sous-cotation des prix, dépression des prix ou empêchement de hausses de prix; iii) l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits, y compris un examen de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influaient sur la situation de la branche de production nationale; iv) le lien de causalité entre ces importations et le dommage causé à la branche de production nationale, y compris un examen de tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping, ou un examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposaient les autorités.

### **Imposition des droits**

- xxiv. L'article VI:2 du GATT de 1994 et l'article 9.1, 9.2, 9.3 et 9.4 de l'Accord antidumping parce que, entre autres choses, la Chine a imposé des droits antidumping dans les cas où toutes les conditions requises pour cette imposition n'ont pas été remplies; n'a pas imposé de droits antidumping dont les montants étaient appropriés; n'a pas imposé de droits antidumping sur une base individuelle; et a imposé des droits antidumping en dépassement de la marge de dumping qui aurait dû être établie au titre de l'article 2 de l'Accord antidumping.
- xxv. L'article VI:3 du GATT de 1994 et l'article 19.4 de l'Accord SMC, parce que, entre autres choses, la Chine a utilisé une méthodologie inadéquate pour déterminer un montant de subventionnement et a donc indûment perçu sur les produits viticoles australiens importés des droits compensateurs qui dépassaient le montant de la subvention dont l'existence avait été constatée.

### **Transparence**

- xxvi. L'article 12.1 et 12.1.1 de l'Accord antidumping et l'article 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC, parce que, entre autres choses, la Chine n'a pas fourni dans son avis au public concernant l'ouverture de l'enquête, ni dans un rapport distinct, des renseignements adéquats sur la base desquels est fondée l'allégation de l'existence d'un dumping dans la demande et un résumé des facteurs sur lesquels est fondée l'allégation de l'existence d'un dommage; ainsi qu'une description de la ou des pratiques de subventionnement devant faire l'objet de l'enquête et un résumé des facteurs sur lesquels est fondée l'allégation de l'existence d'un dommage.
- xxvii. L'article 12.2, 12.2.1 et 12.2.2 de l'Accord antidumping et l'article 22.3, 22.4 et 22.5 de l'Accord SMC parce que, entre autres choses, la Chine n'a pas indiqué de façon suffisamment détaillée les constatations et les conclusions qu'elle avait établies sur tous les points de fait et de droit qu'elles avaient jugés importants, ni les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments et allégations pertinents.

### **Allégations corollaires**

- xxviii. L'article VI du GATT de 1994, par suite des infractions à l'Accord antidumping et à l'Accord SMC décrites plus haut.
- xxix. Les articles 1<sup>er</sup> et 18.1 de l'Accord antidumping par suite des infractions à l'Accord antidumping décrites plus haut.
- xxx. Les articles 10 et 32.1 de l'Accord SMC par suite des infractions à l'Accord SMC et au GATT de 1994 décrites plus haut.

3. Il apparaît également que les mesures de la Chine annulent ou compromettent les avantages résultant directement ou indirectement pour l'Australie des accords cités.

4. L'Australie se réserve le droit de traiter des mesures et allégations additionnelles au titre d'autres dispositions de l'Accord sur l'OMC concernant les questions susmentionnées au cours des consultations.

Nous attendons avec intérêt votre réponse à la présente demande et souhaitons qu'une date mutuellement acceptable puisse être fixée pour les consultations.

---